

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

RDC : AMNESTY
S'ALARME SUR LA
PROTECTION DU NO-
BEL MUKWEGE

Amnesty international a demandé hier à Kinshasa et aux Nations unies des "mesures urgentes et concrètes" pour protéger le prix Nobel de la Paix congolais Denis Mukwege, qui affirme être la cible de menaces contre lui et sa famille. "Nous sommes alarmés: deux semaines après que le président a promis de protéger le Dr Denis Mukwege, son gouvernement et les autorités onusiennes n'ont toujours pas pris de mesures concrètes", déplore Sarah Jackson.

LIBERIA : GEORGE
WEAH LIMOGÉ UN
RESPONSABLE DE
LA LUTTE CONTRE LE
CORONAVIRUS

Le président libérien George Weah a limogé un haut responsable du secteur de la santé pour des violations présumées des "protocoles sanitaires" dans la lutte contre le nouveau coronavirus, a indiqué hier la présidence libérienne. Le directeur de l'Institut de Santé publique du Liberia (NPHIL), le Dr Mososka Fallah, a été démis de ses fonctions pour avoir "violé les protocoles sanitaires et administratifs relatifs à la délivrance des résultats des tests de Covid-19", selon le communiqué.

ETATS-UNIS : TRUMP/
BIDEN À COUTEAUX
TIRÉS

L'élection américaine rentre dans le vif du sujet. La Caroline du Nord a lancé hier les opérations de vote par correspondance pour le scrutin du 3 novembre, dans une campagne chaque jour plus agressive entre Donald Trump et Joe Biden. Les inquiétudes sur la propagation du coronavirus devraient pousser cette année des dizaines de millions d'Américains à voter sans se rendre physiquement aux urnes

France : Macron reçoit Ouattara

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara a été reçu hier par son homologue français, Emmanuel, au Palais de l'Élysée. En toile de fond, la candidature à un troisième mandat à la présidentielle du 31 octobre, comme l'ont indiqué les diverses sources.

Les deux dirigeants, qui ont déjeuné en tête-à-tête, devaient discuter de la situation politique ivoirienne et de la crise au Mali après le coup d'Etat qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août. Ainsi, le numéro un français ne s'est pas encore publiquement exprimé sur le revirement d'Alassane Ouattara, qui avait annoncé en mars sa décision de renoncer à briguer un troisième mandat. Avant de changer d'avis en août après le décès soudain d'un infarctus de son Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, qu'il avait fait investir comme candidat de son parti, le Rassemblement des républicains (RDR).

"Les deux chefs d'Etat ont fait un tour d'horizon de la situation économique et politique de la Côte d'Ivoire", a indiqué la présidence ivoirienne dans un communiqué. "Ils ont noté la nécessité de maintenir la paix et la stabilité retrouvées. Dans ce cadre, l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 doit contribuer, selon eux, à raffermir cette paix et cette stabilité", selon le texte.

La présidence ivoirienne a également précisé que M. Ouattara a notamment "remercié" le président Macron "pour l'assistance de la France dans la lutte contre le terrorisme ainsi que pour son appui dans le cadre de l'assistance électorale, gage de la confiance de la France quant au processus en cours".

Avant cette rencontre Macron-Ouattara, deux opposants radicaux au pouvoir d'Abidjan avaient demandé à la France de réagir à la candidature du président ivoirien à un troisième mandat. Il s'agit de Guillaume Soro et Pascal Affi Nguessan.

L'ancien chef rebelle et ex-Premier ministre Guillaume Soro, candidat déclaré malgré son exil en France et une condamnation par la justice



Les présidents Macron et Ouattara, hier à l'Élysée.

ivoirienne, a dénoncé dans une lettre ouverte le "silence assourdissant" de la France, estimant que celui-ci était "incompréhensible et (...) vaudrait complicité"

Tandis que Pascal Affi N'Guessan, de l'aile dissidente du Front populaire ivoirien (FPI), ancien Premier ministre de Laurent Gbagbo, arrivé deuxième au scrutin de 2015 et à

nouveau candidat à la présidentielle du 31 octobre, a lui exhorté le président Macron à sortir du "silence" et à "ne pas cautionner le coup de force institutionnel".

La situation préoccupante du Mali



IBK, le président déchu, a quitté la Clinique hier.

J.O.
Libreville/Gabon

La rencontre entre Emmanuel Macron et Alassane, hormis la candidature du chef de l'Etat ivoirien à sa propre succession, n'aura certainement pas édulcoré la situation préoccupante du Mali. Notamment sur l'état de santé de l'ex-président

renversé par la junte, Ibrahim Boubacar Keïta.

Ainsi, il est rapporté que ce dernier a quitté jeudi dernier la clinique où il était hospitalisé après avoir subi selon les médecins un court AVC, et pourrait se rendre aux Emirats arabes unis pour des soins complémentaires.

A en croire ces sources, "IBK", "a quitté la clinique. Tout va bien, les

contrôles sont bons. Son évacuation vers l'extérieur se précise", a déclaré un personnel médical de la clinique Pasteur de Bamako, où il avait été admis mardi, deux semaines après avoir été déposé par un coup d'Etat militaire.

"Le président est rentré à la maison ce soir. Les Emirats arabes unis ont accepté d'envoyer un avion médical pour le chercher et nous attendons les modalités. Le président ça va", a indiqué, de son côté, un membre de son entourage s'exprimant sous couvert d'anonymat.

L'ancien président avait reçu plus tôt dans la journée une visite du chef de la junte qui a pris le pouvoir, selon des sources familiales et médicales.

"Une délégation des militaires au pouvoir, conduite par son chef, le colonel Assimi Goïta, a rendu visite à l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta", a affirmé un médecin. Des proches de l'ancien chef de l'Etat ont confirmé ladite visite.